

Résistance sociale, alternative politique

vendredi 22 juin 2007, par [LCR \(France\)](#), [PICQUET Christian](#), [VACHETTA Roseline](#) (Date de rédaction antérieure : 21 juin 2007).

Sommaire

- [Leçons d'un scrutin](#)
- [L'arrogance de la droite \(...\)](#)

Le « tsunami bleu », annoncé par une partie de la presse attachée au nouveau maître de l'Élysée, n'a pas eu lieu : avec 323 députés, les scores espérés par l'UMP ne sont pas atteints. Les défaites de plusieurs personnalités emblématiques de ce camp sont également un vrai camouflet : à Paris, celle de l'ami du président, Arno Klasfeld, à Grenoble, celle du candidat ripou, Alain Carignon, mais surtout, à Bordeaux, celle d'Alain Juppé, numéro deux du gouvernement. Elles sonnent comme un sérieux avertissement.

Arrogance décuplée par la légitimité acquise lors de la présidentielle, Sarkozy et son gouvernement, pressés de satisfaire les appétits d'un patronat toujours plus avide de cadeaux fiscaux et de profits, sont sans doute allés trop vite en besogne, en annonçant, sans attendre la fin de la période électorale, différentes mesures, véritables scandales pour la majeure partie de la population : la TVA dite sociale, la franchise médicale, les 11 milliards de cadeaux fiscaux aux plus riches, ou la non-augmentation du Smic. Cette précipitation du sommet de l'État a eu, pour une grande partie de l'électorat, le mérite de donner à voir la brutalité de cette droite ultralibérale, malgré les discours démagogiques sur « la France qui souffre ». Cela a sans doute empêché l'UMP d'obtenir l'écrasante majorité attendue.

Cette prise de conscience du danger s'est aussi traduite par l'abstention (40 %). Cette abstention n'est pas homogène sur l'ensemble du territoire : elle peut atteindre 50 à 60 % dans les quartiers les plus populaires, dans le Nord ou la Seine-Saint-Denis par exemple, où les jeunes, en particulier, ne sont pas allés voter. Sentiment que cela ne changerait rien, ou bien que les transformations sociales ne passeraient pas par les votes de l'Assemblée nationale ? D'autres ont voulu marquer un coup d'arrêt à la déferlante UMP. Ce sursaut de révolte des électeurs, qui ont refusé de donner au système présidentiel une chambre homogène, a profité au PS et à ses alliés qui, sans proposer un discours plus gauche qu'à la présidentielle, obtiennent des résultats qu'ils n'osaient plus imaginer : 205 députés au PS, dix-huit au PCF et quatre aux Verts.

Notons que la remobilisation de l'électorat au profit de la gauche a profité aux femmes candidates : 61 députées de gauche sur 107 femmes à l'Assemblée. C'est certes un record, mais ridiculement bas... Peu de femmes, peu d'élus du monde du travail ou des quartiers populaires, pas de jeunes, toujours peu de députés issus de l'immigration. Et toujours pas de proportionnelle : cette Assemblée nationale reflète bien le système institutionnel de la V^e République que nous devons abattre !

Cette élection pose aussi la question de la sociologie des électeurs ayant voté PS. En effet, les bons scores dans les circonscriptions des centres-villes de Bordeaux, Caen, Toulouse, Grenoble ou Paris, indiquent que le PS a attiré les voix de citoyens modérés, choqués par la grossièreté démagogique et la violence du tout-libéral prônées par la nouvelle droite. Le PS a aussi, bien évidemment, souvent bénéficié du report des voix du Modem. François Hollande a bien compris le message, lorsqu'il

déclare au *Monde* vouloir « *trouver la bonne stratégie politique permettant de fédérer en une seule force l'ensemble de la gauche et de régler une bonne fois pour toutes la question du rapport avec les électeurs au centre [pour] créer un grand parti qui irait de la gauche au centre* ». Le PS connaît une sérieuse crise de direction, accentuée par la défaite de Ségolène Royal à la présidentielle, et une crise de projet politique. Il a abandonné depuis longtemps celui de construire une société socialiste. Mais il a une stratégie : l'alliance durable avec le centre, c'est-à-dire avec une partie de la droite !

Aujourd'hui, la situation politique et sociale a le mérite d'être claire. Le gouvernement et sa majorité parlementaire vont tout faire pour tenter de mettre en œuvre le programme du Medef : durcissement des règles du regroupement familial, remise en cause définitive de la justice des mineurs, attaques contre le droit du travail et celui de grève, mise en concurrence accélérée des universités... Et, pour le dire tout net, la gauche institutionnelle, à l'Assemblée, va mener des batailles d'amendements, tandis que nous, nous allons prendre toutes nos responsabilités afin de mettre en échec Sarkozy et le Medef.

Seules les luttes unitaires et coordonnées feront changer la situation. Il s'agit, avec toutes celles et tous ceux qui luttent déjà, et qui le souhaitent, de construire un front de résistance permanent à la politique de la droite ! Mais cela ne suffira pas. C'est pourquoi nous voulons construire aujourd'hui un vrai parti pour la gauche radicale, un parti pour toutes celles et tous ceux qui ne renoncent pas, qui veulent que leur combat - celui de la transformation totale de la société - aille jusqu'au bout. C'est l'enjeu des mois à venir.

Roseline Vachetta

Rouge n° 2211 du 21 juin 2007.

ÉVOLUTIONS ÉLECTORALES

Leçons d'un scrutin

Le second tour des législatives ne traduit pas un vote d'adhésion à la politique du PS, mais il révèle les limites de la toute-puissance des sarkozystes.

Christian Picquet

Rouge n° 2211 du 21 juin 2007.

Ce 17 juin n'aura pas modifié les grandes tendances exprimées par la présidentielle. La droite conserve la majorité. Simplement, le second tour des législatives vient rétablir ce que le premier avait pu faire oublier : la société française n'a pas tout entière basculé à droite. Les 47 % d'électeurs qui, le 6 mai, se sont opposés à Sarkozy, dessinaient clairement les limites de ce que d'aucuns ont interprété comme une conversion massive au libéralisme le plus dur. Il aura suffi, pour rappeler cette évidence, que le débat de l'entre-deux tours se recentre sur les questions sociales : la santé, avec la volonté du pouvoir d'instaurer une franchise sur le remboursement des actes médicaux, ou le pouvoir d'achat, face à la perspective d'une augmentation de cinq points de la TVA.

Le 17 juin, selon l'institut CSA et dans les circonscriptions où se déroulaient un duel droite-gauche,

les candidats de gauche auront recueilli 49,6 % des suffrages exprimés contre 50,4 % à leurs concurrents de droite (au lieu de 39 % et 50,3 % une semaine auparavant). Ce rééquilibrage se sera opéré en dépit d'un taux d'abstention encore plus élevé qu'à l'occasion du premier tour (40 % contre 39,6 %), et il aura donc été favorisé par une mobilisation plus forte de l'électorat de gauche, alors qu'une fraction des secteurs populaires gagnés par le candidat Sarkozy à la présidentielle modifiait son vote ou s'en retournait à l'abstention (5 % des électeurs de droite votant à gauche et autant s'abstenant).

Ce double mouvement s'est, tout particulièrement, exprimé dans les circonscriptions que la gauche a conservées (ou qu'elle a conquises), dimanche 17 juin. On le retrouve, par exemple, dans la première circonscription des Alpes de Haute-Provence au profit de Jean-Louis Bianco, ou encore en Saône-et-Loire, où Arnaud Montebourg sauve son siège de justesse. Du coup, la carte électorale française retrouve une physionomie plus classique : les grandes zones urbaines reviennent à gauche, tandis que le milieu rural affiche son traditionnel enracinement à droite.

Il en découle un signe de mauvais aloi pour le parti présidentiel et ses alliés, puisqu'en dépit du débauchage répété de quelques notables de gauche en quête de maroquins, ils ne disposent pas de réserves de voix d'un tour à l'autre. Lors du second tour, selon l'institut CSA, 55 % des voix du Modem se seront reportées sur les candidats de la gauche (contre 28 % seulement sur ceux de la droite, 17 % s'abstenant ou votant blanc et nul). Quant à l'attraction des suffrages lepénistes par le discours sarkozyste, elle est manifestement stoppée, 54 % de l'électorat résiduel du Front national s'étant abstenus, 27 % seulement se tournant vers la droite et 19 % vers la gauche.

D'évidence, il est probable que ces résultats conduiront une bonne partie de l'état-major du PS à accélérer ses offres de service au centre, dans la perspective notamment des municipales. Une chose est toutefois à retenir : la présidentielle n'était pas perdue d'avance. Le 6 mai est donc bien la conséquence première de l'orientation et de la démarche choisie par Ségolène Royal et par la direction de son parti...

L'arrogance de la droite désavouée, préparons-nous à faire échec à sa politique !

Tract LCR du 18/06/07

La vague bleue annoncée n'aura pas eu lieu. Le sursaut des électeurs de gauche qui a permis au PS de sauver sa mise vient remettre à leur place les jeunes et moins jeunes loups de cette droite « décomplexée ». Mais Sarkozy obtient néanmoins ce qu'il voulait : la majorité absolue à l'assemblée lui donnant les mains libres pour mener l'offensive annoncée contre les salariés et les classes populaires. Bluffé par son succès à la présidentielle, Sarkozy a cru pouvoir multiplier les provocations pour faire avaliser sa politique toute dévouée aux riches et aux gros actionnaires. Cela a suffi pour que la droite marque le pas, et perde de nombreux députés par rapport à 2002. L'échec personnel de Juppé, contraint à la démission ministérielle, ne peut que faire chaud au cœur de tous ceux qui l'ont combattu dans la rue en 1995. L'abstention, souvent supérieure à 50% dans les quartiers populaires, est aussi un désaveu. Nombreux ont été ceux qui n'ont pas jugé utile d'aller voter. En effet, les législatives n'apparaissent plus désormais que comme une réplique d'une élection présidentielle marquée par le bipartisme, et l'absence de proportionnelle enlève à cette nouvelle

assemblée tout représentativité démocratique.

Une politique illégitime

Sarkozy, en multipliant les annonces avant les législatives et entre les deux tours, voulait faire avaliser par les électeurs ses attaques programmées. Après avoir décidé les cadeaux fiscaux faits aux catégories de la population les plus aisées et aux patrons, toutes les annonces sont allées dans le même sens : augmentation de la TVA de 5 points, hypocritement qualifiée de « TVA sociale », franchises sur les remboursements de soins médicaux, consultations, examens, médicaments, refus d'une réelle augmentation du SMIC. Et la défiscalisation et les exonérations des heures sups vont surtout permettre de baisser, à nouveau, le coût du travail en faisant encore des cadeaux aux patrons. Sarkozy espérait sortir renforcé des législatives. Son arrogance a reçu un début de réponse. C'est un encouragement à résister. Mais, malgré cet échec, Sarkozy et Fillon ne vont pas changer de politique. Ils vont continuer à jouer la duplicité, l'ouverture et le dialogue social pour tenter d'endormir l'opinion....et appliquer le programme du MEDEF.

La vraie opposition, les mobilisations

Oui, entre celles et ceux qui produisent les richesses, subissent les attaques patronales et cette assemblée, le fossé est profond. Les dirigeants du Parti socialiste, tout étonnés et comblés par l'heureuse surprise que les électeurs leur ont faite, reprennent espoir en leur avenir pour préparer l'alternance en...2012 ! Cette gauche libérale, intégrée au système ne nous protège de rien. La véritable opposition se construira dans les luttes et dans la rue. La LCR appelle, dès maintenant, à se mobiliser pour résister aux mauvais coups annoncés. Sarkozy et Fillon ne méritent aucun état de grâce. Rassemblons-nous pour préparer la prochaine étape : la contre-offensive des travailleurs et de la jeunesse.